



Motion d'actualité

Motion du 30^{ème} Congrès de la CGT-INRAE

Le 30^{ème} congrès de la CGT-INRAE s'est tenu à La Tremblade (Ronce-les-Bains) dans un contexte politique et budgétaire national d'une gravité inédite. Les délégué-es ont validé les rapports d'activité et financier, adopté le document d'orientation pour les trois ans à venir. Les syndicats frères (CGT-ONF, CGT-OFB, SNTRS-CGT, CGT-AGRI), les fédérations UFSE et FERC, ainsi que la Confédération Paysanne et le MODEF se sont exprimés lors de tables rondes « Changement climatique » et la laïcité et tout du long du congrès.

Le congrès a aussi expérimenté de nouvelles formes d'animation syndicale, comme l'arpentage, afin de restituer le document d'orientation de CGT-INRAE. Un débat mouvant a été organisé en 10 minutes pour voir les différents arguments sur la question de la rémunération des stagiaires.

Dès l'ouverture, les congressistes ont adopté à l'unanimité une motion de soutien au mouvement lycéen, immédiatement diffusée à l'institut. Le congrès dénonce la violence étatique exercée par les forces de l'ordre particulièrement sur des mineurs. La CGT-INRAE s'engage, aux côtés des personnels éducatifs et des parents d'élèves, à se mobiliser pour sécuriser physiquement les cortèges de jeunes.

Le congrès se déroule pendant les débats du budget 2027, le plus antisocial de l'ère Macron, marqué par le gel mortifère du point d'indice et des coups de rabot de plusieurs centaines de millions d'euros dans nos ministères. La revalorisation du 1er juin 2026 a fait basculer la rémunération indiciaire de plus de 800 000 fonctionnaires sous le seuil du SMIC. À l'INRAE, la masse salariale consomme désormais 90 % des crédits récurrents de l'institut, laissant 10 % pour le reste, ce qui ne couvre même pas les frais de fluides des unités. Les missions de recherche sont condamnées à dépendre de crédits précaires issus d'appels à projets concurrentiels que la CGT-INRAE a toujours dénoncé.

La CGT-INRAE s'engage aussi dans les luttes féministes avec l'exigence d'une Autorisation Spéciale d'Absence (ASA) mensuelle liée aux dérèglements hormonaux chez les femmes, adopté également dans nos fédérations (FERC et UFSE).

Les attaques de l'exécutif ciblent également les structures mêmes de la recherche publique, comme l'IRD, menacé de disparition par une absorption par le CNRS programmée au 1er janvier 2027. Le congrès a voté une motion de soutien aux collègues de l'IRD contre laquelle le congrès a voté une motion de soutien aux collègues contre cette fusion.

En parallèle, le syndicat s'alarme des dérives autoritaires au sein de l'institut. Depuis la nomination d'une référente laïcité en 2024, plusieurs collègues voilées ont dû renoncer à travailler à Avignon, Toulouse, Orléans et Marseille. La CGT-INRAE condamne le dévoiement réactionnaire de la laïcité et rappelle que la loi de 1905 a

volontairement exclu les vêtements de son texte pour éviter une « police du vêtement ». Le congrès dénonce fermement la répression disciplinaire visant les représentants du personnel CGT menacés pour avoir défendu ces collègues.

À l'échelle internationale, le congrès exige la rupture des relations entre l'INRAE et les instituts de recherche et universités israéliennes, et réaffirme sa solidarité avec le peuple Palestinien ainsi qu'avec Cuba. Enfin, une table ronde dédiée aux impacts du réchauffement climatique a mis en lumière la crise de gestion des forêts, les incendies et la fermeture d'exploitations après des canicules, insistant sur la distinction entre l'atténuation et l'adaptation à travers des modèles résilients comme l'agroforesterie et l'agropastoralisme.

Face à la montée de l'extrême droite et au risque de son arrivée au pouvoir à la présidentielle 2027, la CGT-INRAE appelle à intensifier la lutte antifasciste. Les prochaines élections professionnelles représentent un enjeu crucial : mobiliser pour maintenir la CGT comme première organisation syndicale dans la fonction publique et au MESR.

La CGT-INRAE apporte son soutien entier et inconditionnel au soulèvement international des lycéen·es et étudiant·es en lutte, et prendra toute sa part et appelle l'ensemble des personnels à sécuriser partout les cortèges de jeunes qui ont décidé, à Paris, de converger vers Matignon le Mardi 13 octobre 14h.

- *Motion votée à l'unanimité moins 5 abstentions*